

J'ai dit que le discours sur le budget, était plus remarquable par ce qu'il omet, que par ce qu'il contient. On comprendra que lorsque j'aborde le budget, je ne le fasse qu'avec une certaine déférence bien que, à l'exemple de l'honorable député d'Annapolis (M. Wade) je me sois efforcé de me familiariser avec les questions complexes qu'il comporte.

J'avais toujours supposé que le propre d'un exposé budgétaire était de donner un aperçu de la politique financière et commerciale du gouvernement, de faire connaître les grands projets du gouvernement pour l'avenir. L'honorable député qui m'a précédé a parlé des subventions aux chemins de fer ; cette question est une de celles qui agitent depuis longtemps l'opinion publique. Or, le discours sur le budget ne nous fournit pas la moindre indication de nature à nous faire connaître la politique du gouvernement sur cette question. Le discours sur le budget ne contient pas un mot sur l'ouverture de nouveaux marchés, la création de nouveaux débouchés pour l'écoulement de nos produits. Le discours du budget est muet sur la question ouvrière, bien que la Chambre ait, en partie, comblé cette lacune. Mais cette question de la protection qu'il convient de donner à la main-d'œuvre nationale, est assez importante pour trouver place dans un exposé budgétaire, et je suis porté à croire que le ministre des Finances l'aurait abordée s'il en avait eu le courage.

Une autre question qui, d'ici à quelque temps, devra occuper le premier rang dans les préoccupations des législateurs de ce pays, c'est celle des moyens à prendre pour amener sur les marchés les ressources inépuisables de notre vaste nord-ouest. L'opinion publique attendait un programme bien défini sur cette question, et un gouvernement fort et prévoyant aurait dû nous le donner. Lisez le discours du ministre des Finances, ligne par ligne, phrase par phrase, et nulle part vous n'y trouverez la moindre allusion de nature à nous indiquer quelle sera la politique du gouvernement sur cette question du transport.

L'exploitation de nos mines a pris une extension qui contribue largement à remplir les coffres de l'Etat et la classe agricole n'épargne aucun effort pour créer de nouvelles industries et augmenter la production, et cependant le gouvernement semble ne s'être pas même occupé des moyens à prendre pour expédier ces produits sur les marchés du monde.

Un grand nombre de projets sont à l'étude, des voies différentes, allant dans toutes les directions sont en présence, de nouveaux tracés de chemin de fer surgissent de tous côtés, et il était de la plus haute importance, je dirai même que c'était le devoir impérieux du gouvernement, d'apporter toute son attention à l'étude de cette grande question et de soumettre au parlement un plan préconçu, définitif, afin que ceux qui désirent engager leurs capitaux dans les entreprises commerciales de ce pays sachent exactement par

quels moyens les produits du Canada seront expédiés aux ports de mer.

Je représente un district agricole et, à ce titre, il y a une question qui m'intéresse plus particulièrement ; je voudrais savoir ce que le gouvernement se propose de faire pour la classe agricole que je considère, peut-être à tort, aux yeux de certains de mes collègues, comme la plus importante de la population, la pierre fondamentale de la nation.

Quel est le passage du discours budgétaire, consacré aux cultivateurs ? Qu'a-t-on fait et que se propose-t-on de faire pour reconnaître et encourager les efforts que fait la classe agricole dans l'intérêt du développement et de la prospérité du pays ? Rien. Que dis-je ! on a fait quelque chose : les cultivateurs seront admis à participer aux faveurs que le gouvernement accorde à ceux qui voudront construire des usines pour la fabrication du sucre de betterave. Le gouvernement a fait une concession à la classe agricole qui devrait s'en montrer satisfaite et reconnaissante.

Pour encourager la fabrication du sucre de betterave et par là même, venir en aide aux cultivateurs, le gouvernement a consenti à apporter un seul changement au tarif de 1897, et grâce à ce changement, les machines servant à la fabrication du sucre de betterave seront admises en franchises, pendant un an. Puisque les félicitations sont à l'ordre du jour, je félicite les cultivateurs de la faveur inespérée que vient de leur faire le gouvernement.

Je m'étais proposé de réfuter certains arguments avancés par quelques honorables députés de la droite, mais vu que l'heure est avancée et que plusieurs d'entre eux sont absents, je ne le ferai pas aussi longuement que j'en avais l'intention.

L'honorable député de Wellington-sud (M. Guthrie), qui est très éloquent, a comparé les résolutions soumises par l'opposition aux rations d'urgence. Je lui ferai remarquer, ainsi qu'à tous ceux qui ont applaudi à cette comparaison, que quelle que soit notre opinion sur l'incident provoqué par ces rations d'urgence qu'on a envoyées dans l'Afrique du sud, le parti ministériel a mauvaise grâce à en parler sur ce ton.

Je ne dirai pas qu'au début de cette malheureuse affaire, le ministre de la Milice et de la Défense était à blâmer. C'est une question à débattre. Mais je ne crains pas d'affirmer, et je le fais en toute connaissance de cause, que lorsque la nature de la transaction a été dévoilée, lorsqu'il a été démontré jusqu'à l'évidence, qu'un crime, comme on ne saurait en imaginer de plus odieux, avait été commis à l'égard de nos braves soldats dans l'Afrique du sud, le gouvernement avait un devoir impérieux à remplir et qu'il ne l'a pas rempli. Dans ces circonstances, l'honorable député de Wellington-sud (M. Guthrie) et tous ceux qui siègent sur les bancs de la droite, devraient avoir la pudeur de ne parler que le moins possible de cette affaire.